

Monsieur Pirmin Schwander  
Président

Commission des affaires juridiques  
Conseil national

3003 Berne

Genève, le 20 juin 2019

Concerne : **Consultation au sujet de 13.468 n Iv.pa. Groupe GL. Mariage civil pour tous**

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les membres de la Commission,

Le projet d'ouvrir le mariage à tous les couples touche à mon domaine de spécialisation et je me permets de vous faire parvenir la brève prise de position ci-dessous au sujet de quelques aspects de l'Avant-projet de loi et du Rapport.

Le **but de ce projet de loi**, soit mettre tous les couples qui entendent formaliser leur union sur un pied d'égalité, paraît conforme à l'évolution des conceptions dans la société suisse. Dans de larges cercles de la population le sexe des membres de couples ne semble plus être perçu comme un facteur justifiant les inégalités consacrées par le droit actuellement. La Suisse ne serait pas la seule et – de loin – pas la première à ouvrir le mariage à tous les couples. Cette évolution s'observe dans de nombreux pays étrangers, y compris parmi ceux de culture plutôt traditionnelle ; de plus en plus souvent, des droits égaux sont conférés aux couples aussi en matière d'adoption et de procréation médicalement assistée. Depuis la parution du Rapport et de l'Avant-projet de loi, quelques pays supplémentaires ont fait le pas.

Du **point de vue juridique**, le texte de loi proposé résoudrait des problèmes liés à la législation actuelle, dont quelques-uns sont traités ci-après, et il faut donc espérer qu'il puisse être adopté par les Chambres et la population.

- L'institution du partenariat enregistré créée spécialement et seulement pour les couples homosexuels constitue une **inégalité de traitement difficilement justifiable** non seulement en droit constitutionnel, mais autant sinon plus **en droit civil**. Le contenu-même de la Loi sur le Partenariat enregistré, la LPart, le démontre : le législateur, voulant au fond traiter tous les couples de manière largement égale, a conçu le texte légal comme un pendant aux dispositions du Code civil sur le mariage et le divorce ; s'agissant du droit successoral, les partenaires enregistrés survivants ont été assimilés d'emblée aux conjoints survivants moyennant des modifications directes des dispositions préexistantes du Code civil. Au fil des années, la LPart a, de surcroît, été modifiée pour la rapprocher davantage encore du droit du mariage du Code civil. D'un point de vue technique, deux institutions, à essence égale à part quelques points spécifiques, étaient donc réglées par deux ensembles de dispositions légales très proches. Il s'y ajoute que la LPart a toujours été interprétée de manière à la rapprocher dans son application autant que possible du

droit du mariage. Le partenariat enregistré n'a donc jamais été un 'mariage light', mais largement un doublon du mariage. Ne conserver qu'une des deux institutions pour tous les couples, en l'occurrence le mariage, serait donc logique et permettra un gain d'efficacité dans des affaires concrètes.

- Le mariage pour tous impliquerait les mêmes effets de l'union pour tous les couples, ce qui **éliminerait certaines discriminations actuelles**, dont les suivantes méritent d'être mentionnées :

Sur le plan des **régimes matrimoniaux**, les partenaires enregistrés sont actuellement beaucoup plus libres que les époux à déterminer le régime applicable à leurs relations patrimoniales. Le mariage pour tous limiterait cette liberté, mais présenterait l'avantage d'offrir les mêmes options à tous les couples (mariés).

Le régime matrimonial légal actuel, soit la participation aux acquêts, auquel l'écrasante majorité des couples mariés est soumise, prévoit un **partage** à la fin de leur mariage. Par contraste, cela n'est pas prévu dans le régime de base de la LPart, qui ressemble à la séparation de biens de couples mariés. Le mariage pour tous gommerait cette différence : pour tous les couples, un partage de ce qui aura été créée par le couple (notamment par son activité professionnelle) pendant l'union interviendrait sans qu'une démarche de leur part ne soit nécessaire. Ce résultat découle, pour de nombreux couples, d'un sentiment d'équité. Cependant, moyennant un contrat de mariage, chaque couple pourrait choisir d'autres solution allant d'un partage plus étendu à l'absence de tout partage.

Quelques différences minimales s'agissant des **effets généraux** de l'union entre couples mariés et couples de partenaires enregistrés (notamment en matière d'entretien), difficilement justifiables et de ce fait souvent éliminées par une interprétation extensive de la LPart, disparaîtraient.

- Les questions liées à la **procréation médicalement assistée** sont, certes, complexes et ne sont pas non plus réglées à satisfaction pour les couples mariés actuellement. La preuve en est le tourisme de reproduction médicalement assisté que la législation suisse ne réussit pas à endiguer. Vu les possibilités des techniques médicales, cette réalité ne changera pas. Régler au moins un petit pan de ces questions, en adoptant la Variante proposée par la Commission, paraît ainsi souhaitable.

- Quant aux effets du mariage de personnes homosexuelles en matière d'**assurances sociales**, notamment les prestations pour survivants, la question se pose de savoir si les réflexions ne devraient pas être étendues au-delà de ce qui est proposé en ce moment pour aboutir à une solution praticable (notamment quant à la position d'époux homosexuels dans le schéma homme-femme de LAVS en comparaison avec les déterminations du Code civil).

- Les modalités de la **conversion en mariages des partenariats enregistrés** existant à l'entrée en vigueur de la loi nouvelle paraissent efficaces. En particulier, le basculement dans le régime de la participation aux acquêts pour toute la durée de l'union des partenaires enregistrés devenus époux permet d'espérer une traduction dans la pratique du changement de la loi peu compliquée. Tel était, en effet, le cas lors de l'entrée en vigueur du droit du mariage actuel, en 1988.

- La proposition de la Commission d'**abolir le partenariat enregistré pour de nouveaux couples**, tout en laissant le choix aux personnes soumises à ce statut à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de le maintenir présente une solution respectueuse des droits acquis, mais aussi efficace dans la gestion de nouvelle situation légale. Le maintien en parallèle du mariage et du partenariat enregistré poserait de nombreux problèmes (notamment : ouverture du partenariat enregistré aux couples hétérosexuels, nouvelle détermination de la distinction entre mariage et partenariat enregistré qui nécessiterait une nouvelle interprétation de la LPart), entraînant une grande insécurité du droit.

- Comme le souligne le Rapport, l'introduction du Mariage pour tous et l'abolition du partenariat enregistré pour le futur peuvent se faire sans lien direct avec la réflexion sur un **nouveau statut civil du type pacs**. Mais la loi proposée dans l'Avant-projet serait déterminante à certains égards pour le nouveau statut et donc bienvenue pour clarifier la situation de départ : comme le mariage, le nouveau statut devra valoir pour tous les couples et s'insérerait quelque part entre la seule institution existante, le mariage, et la communauté de vie dépourvue d'effets juridiques propres.

En vous remerciant du travail précieux accompli, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, les membres de la Commission, l'expression de ma parfaite considération.



**Professeure Margareta Baddeley**

Professeure honoraire de l'Université de Genève

23B, ch. Sous-le-Crêt  
1256 Troinex

Margareta.Baddeley@unge.ch  
079 350 44 18

Frau Doris Blum  
Eggstrasse 20

3770 Zweisimmen

Zweisimmen, den 11. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats Per Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)  
**13.468 n Pa.lv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herren

Ich möchte mich zur Vernehmlassung „Ehe für alle“ äussern. Ich habe 23 Jahre lang in einer Ehe gelebt und drei Söhne grossgezogen. Heute habe ich einen Enkel (4) und eine Enkelin (1) und engagiere mich in der Familie meines Sohnes als Babysitter, was für mich ein Aufgabe von 20-Stellenprozent ausmacht.

**Ich stelle mich klar gegen die gesamte Vorlage.** Das Wort «Ehe», ist seit Menschengedenken als Verbindung zwischen Mann und Frau definiert und unzählig viele Ehen sind in dieser Definition unter den Vorgaben des Gesetzes geschlossen worden. Wenn nun die Ehe und der Zivilstand „verheiratet“ als Verbindung zwischen Menschen irgendwelchen Geschlechts umdefiniert wird, verstösst dies gegen die Rechtssicherheit. Die von ihnen geplante Neudefinierung ist eine «Wortvergewaltigung» und ein diktatorischer Eingriff für alle Paare, die jemals den Bund der Ehe vor dem Gesetz geschlossen haben, geschehen im Sinne einer sich ergänzenden, vollkommenen Lebensgemeinschaft von einem Mann und einer Frau, die sich lieben. Eine solche radikale Veränderung eines seit Jahrhunderten klaren Begriffs kann nicht einfach durch eine Gesetzesänderung, sondern höchstens auf Verfassungsebene erfolgen. Gleichgeschlechtliche Paare haben bereits heute die Möglichkeit, ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz zu schliessen, dazu braucht es keine Umdefinition des Begriffs Ehe.

**Ich stelle mich auch ganz klar gegen die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und den Zugang zu Fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche (weibliche) Paare.** Es ist ganz klar und von der Natur und vom Erbgut her so eingerichtet, dass nur aus heterosexuellen Beziehungen Nachkommen gezeugt werden können. Auch aus eigener Erfahrung, als Mutter, Grossmutter, Lehrerin und Coach für Kinder mit einem Defizit an v.a. des männlichen Geschlechts, weil Männer kaum mehr auf der Unter- oder Mittelstufe unterrichten, weiss ich, dass Kinder Vater und Mutter als männliche und weibliche Bezugsperson brauchen. Durch den Zugang zur Fortpflanzungsmedizin für (weibliche) homosexuelle Paare nimmt man dem Kind bewusst und absichtlich den Vater, und zwar nicht nur den leiblichen, blutsverwandten Vater sondern auch die männliche Bezugsperson in der engsten Familie weg und „produziert“ ein Kind, damit man es „haben“ kann. **Dies ist nicht mit dem Kindeswohl und den Rechten des Kindes vereinbar.** Das Kind, der Mensch, wird so zum Produkt, das man sich verschafft. Es besteht kein „Recht auf ein Kind“ in einer Beziehung, die von ihrer Art her gar nicht auf Fortpflanzung angelegt ist. Wenn sich Paare zu einer homosexuellen Beziehung entschliessen, so ist das ihre Sache, aber sie müssen die natürlichen Konsequenzen, die sich daraus ergeben – und dazu gehört die Unmöglichkeit der Fortpflanzung gleichgeschlechtlicher Paare – tragen.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung meiner Anliegen

Freundliche Grüsse  
Doris Blum-Krähenbühl

Bern, 21. März 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

**Als fels-Mitglied setze ich mich ein für die Eheöffnung mit Zugang zur Samenspende.**

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse  
Alberto Bondolfi

**Von:** [Sibilla Bondolfi](#)  
**An:** [Gianinazzi Debora B.](#)  
**Betreff:** STN Bondolfi Sibilla 21.04.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Sonntag, 21. April 2019 10:18:17

---

Sehr geehrte Frau Gianinazzi

[REDACTED] Meine Familie ist bei fels  
engagiert und als fels-Mitglieder setzen wir uns ein für die Ehe-Öffnung **mit Zugang zur  
Samenspende.**

Besten Dank für die Kenntnisnahme und freundliche Grüße  
Dr. iur. Sibilla Bondolfi

Bern, 21. März 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

**Als fels-Mitglieder setze ich mich ein für die Eheöffnung mit Zugang zur Samenspende.**

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse  
Sylvia Bondolfi-Waeber



Reto F. Denoth-Oehler  
a. Kantonsrat EVP  
Marsstrasse 2  
9014 St. Gallen

Tel.: 071 227 36 44  
Mail: rfdenoth@swissonline.ch

21. Juni 2019

**Per Mail**

Kommission für Rechtsfragen des NR  
z.Hd. Herrn Pirmin Schwander  
Kommissionspräsident

Bundesamt für Justiz  
z.Hd. Frau Debora Gianinazzi  
debora.gianinazzi@bj.admin.ch

Anzahl Seiten: 3

**13.468: Umsetzung der n Pa.lv Fraktion GL („Ehe für Alle“)  
Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Ich bedanke mich bei Ihnen für die Möglichkeit, mich zum Vorentwurf der Gesetzesvorlage äussern zu können.

**1. Vorbemerkungen**

Das BGer hat in einem wegweisenden Entscheid im April dieses Jahres die Volksabstimmung über die „Heiratsstrafe“ der CVP wegen schwerwiegender Falschinformationen sowohl in der Parlaments- als auch in der Abstimmungsvorlage (Bundesbüchlein) für ungültig erklärt bzw. annulliert.

Der damals zur Abstimmung stehende Verfassungsartikel definierte die Ehe wie folgt: „Die Ehe ist die auf Dauer angelegte und gesetzlich geregelte Lebensgemeinschaft von Mann und Frau“. Ohne die offenkundige – und nun ans Tageslicht gebrachte – Manipulation von Zahlen durch die Bundesverwaltung und den Bundesrat hätten wir wohl heute diese Ehe-Definition in der Bundesverfassung verankert. Eine schleichende Einführung einer „Ehe für Alle“, wie dies nun Vorentwurf niedergelegt ist, wäre nicht möglich.

Am 5. Juni 2005 nahm der Souverän das Bundesgesetz über die eingetragene Partnerschaft für gleichgeschlechtliche Paare an (in Rechtskraft seit 1. Januar 2007). Die EVP bekämpfte seinerzeit die Vorlage. Ein neuer Zivilstand bringe die Gesellschaft nicht voran und es müsse befürchtet werden, dass später die Adoption von Kindern reklamiert werde, was indes von den „bürgerlichen“ Parteien damals immer in Abrede gestellt wurde.

Im Jahr 2009 hielt die EVP Schweiz in einer Medienmitteilung fest, dass sie die Adoption von Kindern für gleichgeschlechtliche Paare ablehne, da es für die Entwicklung von Kindern wichtig sei, mit beiden Geschlechtern, Mutter und Vater, aufzuwachsen und Beziehungen pflegen zu können. 2014 sprach sich die EVP gegen die Ausdehnung der Stiefkinderadoption aus, da für das Wohl des Kindes eine sichere, auf Dauer ausgelegte Paarbeziehung der Adoptiveltern entscheidend sei.



## 2. Würdigung des Vorentwurfs

Als Ehemann, der langjährig mit meiner Ehefrau verbunden lebt, **stelle ich mich klar gegen die gesamte Vorlage.**

Meine Frau und ich haben unsere Ehe vor dem Gesetz geschlossen als Verbindung zwischen Mann und Frau. Wenn nun die Ehe und unser Zivilstand „verheiratet“ als Verbindung zwischen Menschen irgendwelchen Geschlechts umdefiniert wird, verstösst dies gegen die Rechtssicherheit, gegen Treu und Glauben und gegen das Gerechtigkeitsempfinden. Wir fühlen uns dadurch diskriminiert. Dies würde eine Vielzahl von Personen in der Schweiz betreffen. Die Mehrheit der Paare entscheiden sich für eine Ehe (rund 40'000 Eheschliessungen je Jahr gegenüber etwa 720 eingetragenen Partnerschaften je Jahr). Im Verhältnis zur Schweizer Wohnbevölkerung entspricht dies 497 Eheschliessungen und 8,7 gleichgeschlechtlichen Partnerschaften auf je 100'000 Einwohnerinnen und Einwohner. Eine solche unreflektierte, fundamentalistische, rein aus ideologischen und nicht aus tatsächlichen und rechtlichen Gründen vorzunehmende „Erweiterung“ des seit Jahrhunderten klaren Ehebegriffs kann nicht allein durch eine Gesetzesänderung, sondern muss auf Verfassungsebene erfolgen. Der Begriff „**Ehe für Alle**“ ist **zudem irreführend**, da es in der Diskussion **allein** um die Öffnung der Ehe für gleichgeschlechtliche Paare geht. Gleichgeschlechtliche Paare haben bereits heute die Möglichkeit, ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz zu schliessen, dazu braucht es keine Ausweitung des Begriffs Ehe.

Ein mehrfach vorgeschobenes Argument in diesem Gesetzes-Vorentwurf wird die Kritik geäussert, dass sich gleichgeschlechtliche Paare diskriminiert fühlen, wenn sie mit der Angabe des Zivilstandes gleichzeitig ihre sexuelle Orientierung angeben müssen. Dies trifft nur in speziellen Fällen zu. Zu erwähnen ist, dass Ehepaare seit Jahrzehnten im Bundes-Steuerecht systematisch gegenüber Konkubinatspaaren diskriminiert werden. Das Argument, das von den Befürwortern der „Ehe für Alle“ auch vorgebracht wird, wonach ein Recht auf Ehe ein Menschenrecht sei, ist nicht gegeben. Der Europäische Gerichtshof hat im Jahr 2016 in einem einstimmig gefällten Entscheid festgestellt, dass Art. 12 EMRK (Europäische Menschenrechtskonvention) den traditionellen Begriff der Ehe (als Verbindung zwischen Mann und Frau) impliziere. Es besteht deshalb für die Vertragsstaaten **keinerlei rechtliche Verpflichtung**, die Ehe für gleichgeschlechtliche Paare zu öffnen!

### **Adoptionsverfahren, Kindesverhältnis und Zugang zu Samenspende für gleichgeschlechtliche, weibliche Paare, Umgehung der Fortpflanzungsmedizinengesetze**

Ich stelle mich auch ganz klar gegen die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und den Zugang zu fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche (weibliche) Paare. Es ist klar und von der Natur und vom Erbgut her so eingerichtet, dass nur aus heterosexuellen Beziehungen Nachkommen gezeugt werden können. Auch aus eigener Erfahrung weiss ich, dass Kinder Vater und Mutter als männliche und weibliche Bezugsperson brauchen. Durch den Zugang zur Fortpflanzungsmedizin für (weibliche) homosexuelle Paare nimmt man dem Kind *bewusst und absichtlich den Vater*, und zwar nicht nur den leiblichen, blutsverwandten Vater sondern auch die männliche Bezugsperson in der engsten Familie weg und „produziert“ ein Kind, damit man es „haben“ kann. Dies ist nicht mit dem Kindeswohl und den Rechten des Kindes vereinbar. Das Kind, der Mensch, wird so zum Produkt, das man sich verschafft. Es besteht kein „Recht auf ein Kind“ in einer Beziehung, die von ihrer Art her gar nicht auf Fortpflanzung angelegt ist. Wenn sich Paare zu einer homosexuellen Beziehung entschliessen, so ist das ihre Sache, aber sie müssen



die natürlichen Konsequenzen, die sich daraus ergeben – und dazu gehört die Unmöglichkeit der Fortpflanzung gleichgeschlechtlicher Paare – tragen.

Die Diskussion um den „Unfruchtbarkeitsbegriff“, der auf gleichgeschlechtliche Paare angewandt werden soll, ist schlicht pervers. Für mich als ehemaliger Kantonsrat der EVP ist der in der Verfassung stehende Rechtsbegriff der Unfruchtbarkeit **ausschliesslich** auf heterosexuelle Paare anwendbar. Wollte man diesen Begriff auch auf gleichgeschlechtliche Paare ausweiten bzw. anwenden, so müsste dies zwingend durch eine Änderung der Bundesverfassung erfolgen.

Explizit bin ich auch dezidiert gegen die Einführung der originären Elternschaft für gleichgeschlechtliche Paare (Änderung Art. 255 ZGB).

Die LGBT Organisationen fordern zudem unmissverständlich, dass die Leihmutterschaft die einzige Möglichkeit für Männerpaare sei, Eltern zu werden. Es liegt auf der Hand, dass dies unter Umgehung des schweizerischen Rechts nur im Ausland geschehen kann. Dies führt zur absurden Situation, dass in solchen Fällen in der Schweiz der biologische Vater als Vater und die gebärende ausländische Frau (die Leihmutter) als Mutter des Kindes eingetragen werden.

Die Leihmutterschaft ist ein Vertrag, in dem eine Frau akzeptiert, ein gesundes Kind für jemanden andern auszutragen und zu gebären, es dann aufzugeben und dem Vertragspartner gegen einen bestimmten Betrag zu übergeben. Die Frau wird als Gebärobjekt und das Kind zur Ware und zum Handelsgut degradiert. Dies ist Menschen-unwürdig. Die kommerzielle Leihmutterschaft steht im Widerspruch zur UN-Konvention über die Rechte von Frauen und Kindern, die den Handel mit Frauen und Kindern verbietet.

Ich erwarte von der Rechtskommission des NR als Aufsichtsorgan, dass sie diese Praxis unterbindet und dem Bundesrat die erforderlichen rechtlichen Vorgaben gibt, sofern diese nicht ausreichend sein sollten.

Im Weiteren fehlen im Vorentwurf bewusst oder unbewusst klare Ausführungen, Folgen und Regeln über die Auflösung von eingetragenen Partnerschaften, Unterstützungspflichten, erbrechtliche Verpflichtungen, Hinterlassenenrente bei Todesfall usw.

Dies wären Punkte, die in einer Revision des *Partnerschaftsgesetzes* einfließen könnten.

Ich bedanke mich bei Ihnen für die Berücksichtigung meiner Anliegen.

Freundliche Grüsse



Reto F. Denoth,  
a. Kantonsrat EVP, St.Gallen

An die  
Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Per E-Mail an Frau Debora Gianinazzi (debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

Basel, den 26. Mai 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen. Gerne nehme ich diese als Mitglied des Vereins "Pink Cross" wahr.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen. Diese Möglichkeit haben mein Lebenspartner Ruedi Seiler und ich, Carsten Fiedler im Jahr 2007 wahrgenommen.

Doch eine Ehe bleibt uns bis heute verwehrt, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

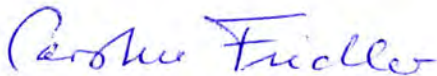


Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse



Carsten Fiedler



Ruedi Seiler

Carsten Fiedler  
Ruedi Seiler  
Bruderholzrain 28  
4059 Basel

carsten.fiedler@gmx.ch  
ruedi.seiler@gmx.ch

Brigitte Gälli Purghart  
Sonnenbergweg 1479  
9053 Teufen

Teufen, den 11. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

### **13.468 n Pa.lv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

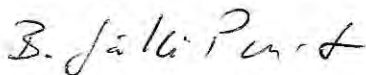
Sehr geehrte Damen und Herrn

Ich möchte mich zur Vernehmlassung „Ehe für alle“ äussern. Als Ehefrau, die in langjähriger Ehe mit ihrem Ehemann lebt, stelle ich mich klar gegen die gesamte Vorlage. Mein Mann und ich haben unsere Ehe vor dem Gesetz geschlossen als Verbindung zwischen Mann und Frau. Wenn nun die Ehe und unser Zivilstand „verheiratet“ als Verbindung zwischen Menschen irgendwelchen Geschlechts umdefiniert wird, verstösst dies gegen die Rechtssicherheit, gegen Treu und Glauben. Wir fühlen uns dadurch diskriminiert. Eine solche radikale Veränderung eines seit Jahrhunderten klaren Begriffs kann nicht einfach durch eine Gesetzesänderung, sondern höchstens auf Verfassungsebene erfolgen. Gleichgeschlechtliche Paare haben bereits heute die Möglichkeit, ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz zu schliessen, dazu braucht es keine Umdefinition des Begriffs Ehe.

Ich stelle mich auch ganz klar gegen die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und den Zugang zu Fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche (weibliche) Paare. Es ist ganz klar und von der Natur und vom Erbgut her so eingerichtet, dass nur aus heterosexuellen Beziehungen Nachkommen gezeugt werden können. Auch aus eigener Erfahrung weiss ich, dass Kinder Vater und Mutter als männliche und weibliche Bezugsperson brauchen. Durch den Zugang zur Fortpflanzungsmedizin für (weibliche) homosexuelle Paare nimmt man dem Kind bewusst und absichtlich den Vater, und zwar nicht nur den leiblichen, blutsverwandten Vater sondern auch die männliche Bezugsperson in der engsten Familie weg und „produziert“ ein Kind, damit man es „haben“ kann. Dies ist nicht mit dem Kindeswohl und den Rechten des Kindes vereinbar. Das Kind, der Mensch, wird so zum Produkt, das man sich verschafft. Es besteht kein „Recht auf ein Kind“ in einer Beziehung, die von ihrer Art her gar nicht auf Fortpflanzung angelegt ist. Wenn sich Paare zu einer homosexuellen Beziehung entschliessen, so ist das ihre Sache, aber sie müssen die natürlichen Konsequenzen, die sich daraus ergeben – und dazu gehört die Unmöglichkeit der Fortpflanzung gleichgeschlechtlicher Paare – tragen.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung meiner Anliegen

Freundliche Grüsse



Brigitte Gälli Purghart

**Von:** [Nicolas Gigli](#)  
**An:** [Gianinazzi Debora BJ](#)  
**Betreff:** STN Gigli Nicolas 22.04.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Montag, 22. April 2019 09:55:39

---

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per E-Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

Bern, 22. April 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

Guten Tag, ich bin als Homosexueller Mann direkt von der aktuellen Gesetzeslage betroffen. Die Ungleichbehandlung geht mir daher nahe.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Nicolas Gigli



Margreth Güttinger  
Oberdorfstrasse 53  
9100 Herisau

Herisau, den 12. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

### **13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herrn

Ich möchte mich zur Vernehmlassung „Ehe für alle“ äussern. Als nun leider verwitwete Frau stelle ich mich klar gegen die gesamte Vorlage. Mein Mann und ich haben unsere Ehe vor dem Gesetz geschlossen als Verbindung zwischen Mann und Frau. Wenn nun die Ehe und unser damaliger Zivilstand „verheiratet“ als Verbindung zwischen Menschen irgendwelchen Geschlechts umdefiniert wird, verstösst dies gegen die Rechtssicherheit. Eine solche radikale Veränderung eines seit Jahrhunderten klaren Begriffs kann nicht einfach durch eine Gesetzesänderung, sondern höchstens auf Verfassungsebene erfolgen. Gleichgeschlechtliche Paare haben bereits heute die Möglichkeit, ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz zu schliessen, dazu braucht es keine Umdefinition des Begriffs Ehe.

Ich stelle mich auch ganz klar gegen die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und den Zugang zu Fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche (weibliche) Paare. Es ist ganz klar und von der Natur und vom Erbgut her so eingerichtet, dass nur aus heterosexuellen Beziehungen Nachkommen gezeugt werden können. Auch aus eigener Erfahrung weiss ich, dass Kinder Vater und Mutter als männliche und weibliche Bezugsperson brauchen. Durch den Zugang zur Fortpflanzungsmedizin für (weibliche) homosexuelle Paare nimmt man dem Kind bewusst und absichtlich den Vater, und zwar nicht nur den leiblichen, blutsverwandten Vater sondern auch die männliche Bezugsperson in der engsten Familie weg und „produziert“ ein Kind, damit man es „haben“ kann. Dies ist nicht mit dem Kindeswohl und den Rechten des Kindes vereinbar. Das Kind, der Mensch, wird so zum Produkt, das man sich verschafft. Es besteht kein „Recht auf ein Kind“ in einer Beziehung, die von ihrer Art her gar nicht auf Fortpflanzung angelegt ist. Wenn sich Paare zu einer homosexuellen Beziehung entschliessen, so ist das ihre Sache, aber sie müssen die natürlichen Konsequenzen, die sich daraus ergeben – und dazu gehört die Unmöglichkeit der Fortpflanzung gleichgeschlechtlicher Paare – tragen.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung meiner Anliegen

Freundliche Grüsse

Margreth Güttinger

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per E-Mail an: debora.gianinazzi@bj.admin.ch

St. Gallen, 08.05.2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt.<sup>1</sup> Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zu den in der Schweiz zugelassenen fortpflanzungsmedizinischen Verfahren, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese basieren nicht auf sachlichen Gründen, sondern auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt jedoch vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst der Ausschluss von gleichgeschlechtlichen Paaren von der Ehe und Fortpflanzungsmedizin gegen die Verfassung und muss beseitigt werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung haben klar ergeben, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.<sup>2</sup>

**Eine Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, wie sie auch für verschiedengeschlechtliche Paare gelten.** Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende. Die Nationale Ethikkommission hat bereits in ihrer Stellungnahme von 2013 die Auffassung vertreten, dass gleichgeschlechtliche Paaren aus Gründen der Nichtdiskriminierung zur Fortpflanzungsmedizin zuzulassen sind.<sup>3</sup>

---

1 Repräsentative Umfrage gfs.Zürich (April 2016): Befürworten Sie die Öffnung der Ehe: 40% ja, 29% eher ja. Siehe auch Tamedia-Themenumfrage, S. 9:

[https://www.tamedia.ch/tl\\_files/content/Group/PDF%20Files/Deutsch/Bericht\\_Themenumfrage\\_2017.pdf](https://www.tamedia.ch/tl_files/content/Group/PDF%20Files/Deutsch/Bericht_Themenumfrage_2017.pdf)

2 <https://www.regenbogenfamilien.ch/ehe/>

3 [https://www.nek-cnc.admin.ch/inhalte/Themen/Stellungnahmen/NEK\\_Fortpflanzungsmedizin\\_De.pdf](https://www.nek-cnc.admin.ch/inhalte/Themen/Stellungnahmen/NEK_Fortpflanzungsmedizin_De.pdf)

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit ab Geburt gemeinsam ein Kindesverhältnis zu begründen. Die Kinder haben bei der Geburt nur einen Elternteil und sind deshalb ungenügend abgesichert. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und kostspieligen Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüßen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wir begrüßen den Gesetzesvorentwurf, weil er die bestehenden Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren beseitigt und damit auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) muss ausserdem **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

  
Bettina Hanimann

  
Sabrina Zehnder

**Von:** [BJ-ZZ](#)  
**An:** [BJ-ZZ](#)  
**Betreff:** STN Harbes Meral 24.04.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Montag, 29. April 2019 13:21:17

---

-----Ursprüngliche Nachricht-----

Von: Meral Harbes <meral.harbes@gmail.com>

Gesendet: Mittwoch, 24. April 2019 11:43

An: Gianinazzi Debora BJ <debora.gianinazzi@bj.admin.ch>

Betreff: Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle», der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats [Brigerbad, 24. April 2019]

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zu den in der Schweiz zugelassenen fortpflanzungsmedizinischen Verfahren, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese basieren nicht auf sachlichen Gründen, sondern auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt jedoch vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst der Ausschluss von gleichgeschlechtlichen Paaren von der Ehe und Fortpflanzungsmedizin gegen die Verfassung und muss beseitigt werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung haben klar ergeben, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

Eine Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, wie sie auch für verschiedengeschlechtliche Paare gelten. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende. Die Nationale Ethikkommission hat bereits in ihrer Stellungnahme von 2013 die Auffassung vertreten, dass gleichgeschlechtliche Paaren aus Gründen der Nichtdiskriminierung zur Fortpflanzungsmedizin zuzulassen sind.

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit ab Geburt gemeinsam ein Kindesverhältnis zu begründen. Die Kinder haben bei der Geburt nur einen Elternteil und sind deshalb ungenügend abgesichert.

Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist.

Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und kostspieligen Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.



Wir begrüßen den Gesetzesvorentwurf, weil er die bestehenden Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren beseitigt und damit auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) muss ausserdem zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare umgesetzt werden.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Meral Harbes

**Von:** [hauserma@bluewin.ch](mailto:hauserma@bluewin.ch)  
**An:** [Gianinazzi Debora BJ](#)  
**Betreff:** STN Hauser Marlies 22.04.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Montag, 22. April 2019 17:56:55

---

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

 Mitglied bei fels - Freunde und Eltern von Lesben und Schwulen.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen

wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüßen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Marlies Hauser

--

Rhypark 4  
5080 Laufenburg  
062 874 10 48

Heidi und Martin Hohl  
Wolfgangweg 3  
9014 St.Gallen  
071 278 36 70

St.Gallen, 14. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen  
des Nationalrats  
per Mail an  
[debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

**13.468 n Pa.lv Fraktion GL – Ehe für Alle**  
**Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen die Gelegenheit zur Vernehmlassung zur eingangs erwähnten geplanten Gesetzesänderung "Ehe für alle" wahr.

Als über 40 Jahre glücklich verheiratetes Ehepaar lehnen wir die geplante Gesetzesänderung hinsichtlich des Ehebegriffs – also die Öffnung der Ehe für alle – entschieden ab. Die Ehe, bisher als Verbindung zwischen Frau und Mann, ist zu kostbar und gesellschaftspolitisch zu wichtig, als dass sie auf dem Altar des Zeitgeistes und für eine lautstarke Minderheit geopfert werden darf. Die Ehe und mit ihr die traditionelle Familie sind wichtige Grundpfeiler einer gesunden Gesellschaft. Unsere Gesellschaft krankt daran, dass jedem Ruf nach Freiheit und Individualität und dem Ruf nach Rechtsgleichheit und nachgegeben wird. Und was andere Länder schon eingeführt haben, ist nicht zwangsläufig richtig und gesellschaftlich notwendig. Mit der Gesetzesänderung soll nicht eine Not gelindert werden; vielmehr soll ohne Not eine bewährte Institution, der Ehebund, zu einem Vertrag zwischen zwei X-beliebigen Personen degradiert werden.

Gleichzeitig soll auch noch für lesbische Paare der Zugang zur Fortpflanzungsmedizin geöffnet werden; auch hier wahrscheinlich nur ein Schritt in die falsche Richtung. Der nächste – auch für homosexuelle Paare – wird folgen. Auch diese Änderung lehnen wir ab; was biologisch nicht möglich ist, darf nicht per Gesetz ermöglicht werden. Der Staat hat die Pflicht, die traditionelle Familie zu schützen. Er hat auch die Pflicht, für das Wohl der ungeborenen Kinder zu sorgen. Mit der Gesetzesänderung werden die Kindesinteressen nicht berücksichtigt.

Freundliche Grüsse



Heidi Hohl     Martin Hohl



St. Gallen 19.6.19

**13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herren

Als Familienvater von zwei Kindern möchte ich mich zur Stellungnahme äussern. Durch die Öffnung der Ehe für Personen gleichen Geschlechts ändert sich nichts an der Unterschiedlichkeit von Frau und Mann. Dies widerspiegelt sich auch darin, dass Frau und Mann naturgegeben Kinder zeugen.

Ehe steht für beides obengenannte und es wäre für alle Eheleute diskriminierend, wenn ein solcher Begriff umdefiniert werden sollte und ein klarer Begriff für obengenanntes nicht mehr sein darf. Für gleichgeschlechtliche Paare wurde in den letzten Jahren viel unternommen, um den früheren rechtslosen Raum zu schliessen und dafür wurde die eingetragene Partnerschaft geschaffen. Die Andersartigkeit von heterosexuellen Paaren zu homosexuellen Paaren kann mit Neudefinitionen von Worten nicht weggewischt werden. Andersartigkeit kann nur anerkannt und respektiert werden in alle Richtungen. Andersartigkeit kann nicht aus der Welt geschaffen werden.

Ich bin als Familienvater entschieden gegen den Zugang zur Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und auch zur Fortpflanzungsmedizin. Vor wenigen Jahren bei der Einführung der eingetragenen Partnerschaft wurde versprochen, es gehe nicht um Kinder. Diese Salamtaktik ist abzulehnen.

Verantwortungsvolle Politiker geben nicht einfach dem Wunsch einer Gruppe nach ohne im Detail die Veränderung die es für eine andere Gruppe bewirkt zu analysieren. Dies gilt auch beim Thema Kinder bei gleichgeschlechtlichen Paaren. Mit der Natur hat jedes Kind grundsätzlich eine Mutter und einen Vater auf den Lebensweg mitbekommen. Durch die Andersartigkeit und somit der Unterschiedlichkeit von Frau und Mann lernt jedes Kind wesentliches für das eigene Leben. Es ist für jedes Kind schlimm, wenn es diese Andersartigkeit nicht zu Hause erleben darf, was oft soziale Defizite zur Folge hat.

Besten Dank für die Beachtung dieses Schreibens.

Freundliche Grüsse

Roland Kläusli  
Kublystrasse 1  
9016 St. Gallen

**13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herren

Als Ehefrau und Mutter von zwei Kindern möchte ich mich zur Stellungnahme äussern. Durch die Öffnung der Ehe für Personen gleichen Geschlechts ändert sich nichts an der Unterschiedlichkeit von Mann und Frau. Dies widerspiegelt sich auch darin, dass Mann und Frau naturgegeben Kinder zeugen.

Ehe steht für beides obengenannte und es wäre für alle Eheleute diskriminierend, wenn ein solcher Begriff umdefiniert werden sollte und ein klarer Begriff für obengenanntes nicht mehr sein darf. Für gleichgeschlechtliche Paare wurde in den letzten Jahren viel unternommen, um den früheren rechtslosen Raum zu schliessen und dafür wurde die eingetragene Partnerschaft geschaffen. Die Andersartigkeit von heterosexuellen Paaren zu homosexuellen Paaren kann mit Neudefinitionen von Worten nicht weggewischt werden. Andersartigkeit kann nur anerkannt und respektiert werden in alle Richtungen. Andersartigkeit kann nicht aus der Welt geschaffen werden.

Ich bin als Familienmutter entschieden gegen den Zugang zur Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und auch zur Fortpflanzungsmedizin. Vor wenigen Jahren bei der Einführung der eingetragenen Partnerschaft wurde versprochen, es gehe nicht um Kinder. Diese Salamtaktik ist abzulehnen.

Verantwortungsvolle Politiker geben nicht einfach dem Wunsch einer Gruppe nach ohne im Detail die Veränderung die es für eine andere Gruppe bewirkt zu analysieren. Dies gilt auch beim Thema Kinder bei gleichgeschlechtlichen Paaren. Mit der Natur hat jedes Kind grundsätzlich eine Mutter und einen Vater auf den Lebensweg mitbekommen. Durch die Andersartigkeit und somit der Unterschiedlichkeit von Mann und Frau lernt jedes Kind wesentliches für das eigene Leben. Es ist für jedes Kind schlimm, wenn es diese Andersartigkeit nicht zu Hause erleben darf, was oft soziale Defizite zur Folge hat.

Besten Dank für die Beachtung dieses Schreibens.

Freundliche Grüsse

Simone Kläusli  
Kublystrasse 1  
9016 St. Gallen

St.Gallen, den 20. Juni 2019

### **13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir möchten uns zur Vernehmlassung „Ehe für alle“ äussern. Als Eltern von 3 Kindern beziehen wir eine klare Stellung gegen die gesamte Vorlage.

Ehe ist das öffentlich verbindliche Versprechen von Mann und Frau, in ihrer Verschiedenartigkeit sowohl im Geschlecht als auch im Charakter, die kleinste tragende Zelle/ Einheit der Gesellschaft zu bilden. Die Verschiedenartigkeit macht das Geheimnis aus, wirkt ergänzend.

Dass nur heterosexuelle Paare eine Ehe schliessen können, ist keine Diskriminierung, sondern ein Schutz dieser kleinsten Zelle. Gleichgeschlechtliche Paare können ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz schliessen. Dies ist unserer Meinung nach ausreichend.

Die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und der Zugang zu Fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche Paare zerstört genau diese kleinste Einheit. Es geht dabei nicht um Kindeswohl, sondern um die Befriedigung der Bedürfnisse der Erwachsenen.

Bei Einführung der eingetragenen Partnerschaft wurde „versprochen“, es gehe nicht um Kinder. Nun soll mittels Salamiattak eine Gleichstellung in jedem Bereich durchgesetzt werden. Als einer der nächsten Punkte wird Leihmutterchaft eingefordert werden. Das ist verheerend. Diese Art von Politik ist nicht vertrauenswürdig.

Kinder profitieren von der Unterschiedlichkeit der Eltern, gerade auch im Geschlecht. Sie ist notwendig zur Identitätsbildung der Kinder.

Wir stellen die Natur in der Klimadebatte an die erste Stelle. In der Debatte um die Zukunft der Beziehungen wollen wir alles auf den Kopf stellen und verdrehen. Die von der Natur aus eingerichteten Vorgänge scheinen keine Relevanz mehr zu haben. Diese Politik will neue Naturgesetze aufstellen, diese Politik will Gott spielen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung dieses Schreibens.

Freundliche Grüsse

Isabel und Ralf Knechtel  
Buchwaldstrasse 12  
9008 St.Gallen

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per E-Mail an: debora.gianinazzi@bj.admin.ch

Zürich, 4. Mai 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken als Mitglied des Dachverbands Regenbogenfamilien für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt.<sup>1</sup> Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zu den in der Schweiz zugelassenen fortpflanzungsmedizinischen Verfahren, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese basieren nicht auf sachlichen Gründen, sondern auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt jedoch vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst der Ausschluss von gleichgeschlechtlichen Paaren von der Ehe und Fortpflanzungsmedizin gegen die Verfassung und muss beseitigt werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung haben klar ergeben, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.<sup>2</sup>

**Eine Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, wie sie auch für verschiedengeschlechtliche Paare gelten.** Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende. Die Nationale Ethikkommission hat bereits in ihrer Stellungnahme von 2013 die Auffassung vertreten, dass gleichgeschlechtliche Paaren aus Gründen der Nichtdiskriminierung zur Fortpflanzungsmedizin zuzulassen sind.<sup>3</sup>

---

1 Repräsentative Umfrage gfs.Zürich (April 2016): Befürworten Sie die Öffnung der Ehe: 40% ja, 29% eher ja.  
Siehe auch Tamedia-Themenumfrage, S. 9:

[https://www.tamedia.ch/tl\\_files/content/Group/PDF%20Files/Deutsch/Bericht\\_Themenumfrage\\_2017.pdf](https://www.tamedia.ch/tl_files/content/Group/PDF%20Files/Deutsch/Bericht_Themenumfrage_2017.pdf)

2 <https://www.regenbogenfamilien.ch/ehe/>

3 [https://www.nek-cne.admin.ch/inhalte/Themen/Stellungnahmen/NEK\\_Fortpflanzungsmedizin\\_De.pdf](https://www.nek-cne.admin.ch/inhalte/Themen/Stellungnahmen/NEK_Fortpflanzungsmedizin_De.pdf)

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit ab Geburt gemeinsam ein Kindesverhältnis zu begründen. Die Kinder haben bei der Geburt nur einen Elternteil und sind deshalb ungenügend abgesichert. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und kostspieligen Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüßen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wir begrüßen den Gesetzesvorentwurf, weil er die bestehenden Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren beseitigt und damit auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) muss ausserdem **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage.

Freundliche Grüsse

Barbara Knörr



Andras und Julia Kurilla  
Flurhofstrasse 153  
9000 St. Gallen

St. Gallen, 12. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

### **Stellungnahme zu «Ehe für alle»**

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir Stellung zum Vernehmlassungsverfahren «Ehe für alle». Wir möchten, dass der Begriff «Ehe» für die Verbindung zwischen Mann und Frau stehen bleibt. Gleichgeschlechtliche Paare können doch ihre Partnerschaft eintragen lassen.

Auch sollte das Recht der Kinder auf leibliche Eltern vor dem Recht auf eigene Kinder stehen. Es gibt so viele Kinder, die auf der Suche nach ihren «echten» Eltern sind und erst Ruhe finden, wenn sie ihre Wurzeln gefunden haben. Die ganze Einstellung des Verfahrens wirkt auf uns ziemlich selbstbezogen, dh. die eigenen Interessen stehen an erster Stelle. Nach dem Motto: «Ich will...» Diese Entwicklung zu fördern, gefällt uns nicht.

Wenn ich mich für eine gleichgeschlechtliche Beziehung entscheide, dann entscheide ich mich auch, mit der Einschränkung zu leben, dass halt keine Kinder aus dieser Beziehung entstehen können. Auch heterosexuelle Paare können nicht alles haben. Ein Wert, den wir unseren Kindern lehren ist: Schau nicht immer auf das, was andere haben, sondern sei zufrieden mit dem, was du hast und geniesse es.

Die Vorlage ist ein Schritt mehr in Richtung Selbstbezogenheit und Egoismus, sie fördert Haltlosigkeit, Verwirrung und Unzufriedenheit.

Danke für Ihren Einsatz und freundliche Grüsse

Andras und Julia Kurilla

**Von:** [Annette Labusch](#)  
**An:** [Gianinazzi Debora BJ](#)  
**Betreff:** STN Labusch Annette 19.04.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Freitag, 19. April 2019 22:18:13

---

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Bern, 21. März 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen

Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Annette Labusch

Annette Labusch  
Rütihofstrasse 42  
8049 Zürich

Herisau, den 14. Juni 2019

**13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herrn

Ich möchte mich zur Vernehmlassung „Ehe für alle“ äussern. Als Familienfrau und Mutter von vier erwachsenen Kindern, aber auch aufgrund meiner Tätigkeit als Familienhelferin, Kursleiterin Elternbildung und Elterncoach positioniere ich mich klar gegen die gesamte Vorlage. Dass nur heterosexuelle Paare eine Ehe schliessen können, ist keine Diskriminierung. Ungleiches muss und kann nicht gleich behandelt werden. Gleichgeschlechtliche Paare können ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz zu schliessen, eine Neudefinierung des Begriffs Ehe ist nicht zukunftsweisend.

Ebenfalls bin ich gegen die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und gegen den Zugang zu Fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche Paare. Bei Einführung der eingetragenen Partnerschaft wurde beteuert, es gehe nicht um Kinder. Nun soll mittels Salami-taktik eine Gleichstellung in jedem Bereich durchgesetzt werden. Als einer der nächsten Punkte wird Leihmutterschaft eingefordert werden. Erste Aussagen dazu wurden von den Vertretern von Regenbogenfamilien bereits gemacht.

Ehrliche Politik und vernünftige Politik sieht anders aus!

Es ist von der Natur her so eingerichtet, dass nur aus heterosexuellen Beziehungen Nachkommen gezeugt werden können und es ist einfach nur logisch und vernünftig, grundlegende Naturgesetze zu beachten. Überall wollen wir zurück zur Natur – nur nicht, wenn es um Ehe und Familie geht. Die Bipolarität von Vater und Mutter fördert die gesunde Entwicklung von Kindern. Das Kindeswohl muss an erster Stelle stehen. Vater und Mutter sind nicht beliebig austauschbar oder ersetzbar. Der bewährte, kultur-und religionsverbindende Begriff „Ehe“ soll weiterhin für die Verbindung von Mann und Frau stehen, Kindern ein der Biologie entsprechendes, „artgerechtes“ Zuhause bieten und damit die Grundlage für einen funktionierenden Staat legen.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung dieses Schreibens

Freundliche Grüsse

Regula Lehmann  
Wiesen 3281  
9100 Herisau

Fritz Lehre  
Stegenstrasse 8  
6048 Horw

Horw, 4. Mai 2019

**Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats**

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Ich danke Ihnen für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

**Ich melde mich als Familienvater**

**Die Familie ist die kleinste und sehr wichtige Einheit in unserer Gesellschaft. Ich vertrete Familien, deren Kinder oder der Kind noch immer diskriminiert werden.**

Nehmen wir an, es gibt 300'000 LGBTs in der Schweiz. Diese haben alle eine Mutter und einen Vater. Sie haben durchschnittlich mindestens ein Geschwister. Das sind also 1'200'000 Schweizerinnen und Schweizer, denen die Ungleichbehandlung ihrer Familienmitglieder sehr nahe geht.

Ich kämpfe für diese zahlreichen Familien, für «Gleiche Werte - Gleiche Rechte - Ehe für alle».

**Die Ehe muss vollständig geöffnet werden, also Variante 2 mit dem Zugang zur Samenspende für lesbische Paare und mit der Anerkennung der originären Elternschaft für Regenbogenfamilien.**

Eine tatsächliche Gleichstellung wird nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante 2.

Ich begrüsse den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen. Ebenfalls muss den Regenbogenfamilien die originäre Elternschaft ermöglicht werden.

Ich bitte Sie, mein Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

Fritz Lehre





**Von:** [Hermann Löhnert](#)  
**An:** [Gianinazzi Debora BJ](#)  
**Cc:** [Home Löhnert](#)  
**Betreff:** STN Löhnert-Hugentobler Hermi und Margrit 11.06.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Dienstag, 11. Juni 2019 10:45:27  
**Anlagen:** [Ehe-fuer-alle\\_Brief\\_de.pdf](#)

---

Sehr geehrte Frau Gianinazzi,  
bitte nehmen Sie zur Kenntnis: wir sind seit 52 Jahren als Mann und Frau verheiratet.  
Wir haben Respekt vor ALLEN Menschen, Homosexuelle und Lesben eingeschlossen.  
Die vorgesehene gesetzliche Änderung (Ehe für alle) reisst ein bewährtes Konzept ein.  
Die Verantwortung für die Folgen einer solchen Änderung wird niemand zu tragen bereit sein.  
Die Gesetzesänderung wäre deshalb VERANTWORTUNGSLOS.  
Die bewährten, respektierten und verantwortungsbewusst getragenen Strukturen unserer Gesellschaft dürfen nicht durch eine Zeitströmung zerstört werden.  
Dies sagen wir als Schweizerbürger, die mehrere Jahre im Ausland Aufbauarbeit geleistet haben, als Mutter und Vater von drei Kindern und vier Enkelkindern.  
Bitte nehmen Sie Ihre Verantwortung als reife und weise Politiker wahr!

Mit freundlichen Grüßen,

Hermi und Margrit Löhnert - Hugentobler

iP

**Von:** [maurerfamily@bluewin.ch](mailto:maurerfamily@bluewin.ch)  
**An:** [Gianinazzi Debora BJ](#)  
**Betreff:** STN Maurer Ernst 15.06.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Montag, 17. Juni 2019 19:04:18

---

Herisau, 15. Juni 2019

Sehr geehrte Damen und Herren

Ich möchte mich zur Vernehmlassung "Ehe für alle" äussern. Als Vater von zwei verheirateten Kindern und fünf Enkelkindern stelle ich mich klar gegen die gesamte Vorlage. Dass nur heterosexuelle Paare eine Ehe schliessen können ist keine Diskriminierung.

Als Sozialpädagoge weiss ich, wie sehr Kinder an ihren biologischen Eltern hängen und die Beziehung zu ihnen suchen. Nein, es dient entschieden nicht dem Kindeswohl, wenn ein Kind erst bei Erreichen der Volljährigkeit Kontakt zu einem genetischen Vater aufnehmen kann.

Statistiken zeigen, dass Kinder, die in gleichgeschlechtlichen Beziehungen aufwachsen, deutlich mehr psychische Probleme und Verhaltensauffälligkeiten zeigen! Nicht alles, was Erwachsene wollen, dient tatsächlich dem Kindeswohl. Es gibt kein Recht auf Kinder, das Kindeswohl geht vor! Vater und Mutter sind nicht beliebig austauschbar!

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung dieses Schreibens. Mit freundlichen Grüssen  
Ernst Maurer  
Gibelhalde 7  
9100 Herisau

**Von:** [BJ-ZZ](#)  
**An:** [BJ-ZZ](#)  
**Betreff:** STN Moser Christine 17.04.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Dienstag, 23. April 2019 16:34:09

---

---

**Von:** Christine Moser <chr-moser@hispeed.ch>  
**Gesendet:** Mittwoch, 17. April 2019 16:51  
**An:** Gianinazzi Debora BJ <debora.gianinazzi@bj.admin.ch>  
**Betreff:** Für die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare

Hallo

 setze ich mich da ein.

Freundlichst C Moser Weidmattweg 20 3018

Bern, 31. Mai 2019

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.



Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse  
Hildegard und Spiros Netos

Dr. Vladimir Purghart  
Sonnenbergweg 1479  
9053 Teufen

Teufen, den 11. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

### **13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrte Damen und Herrn

Ich möchte mich zur Vernehmlassung „Ehe für alle“ äussern. Als Ehemann, der in langjähriger Ehe mit seiner Ehefrau lebt, stelle ich mich klar gegen die gesamte Vorlage. Meine Frau und ich haben unsere Ehe vor dem Gesetz geschlossen als Verbindung zwischen Mann und Frau. Wenn nun die Ehe und unser Zivilstand „verheiratet“ als Verbindung zwischen Menschen irgendwelchen Geschlechts umdefiniert wird, verstösst dies gegen die Rechtssicherheit. Wir fühlen uns dadurch diskriminiert. Eine solche radikale Veränderung eines seit Jahrhunderten klaren Begriffs kann nicht einfach durch eine Gesetzesänderung, sondern höchstens auf Verfassungsebene erfolgen. Gleichgeschlechtliche Paare haben bereits heute die Möglichkeit, ihre Beziehung durch eine eingetragene Partnerschaft vor dem Gesetz zu schliessen, dazu braucht es keine Umdefinition des Begriffs Ehe.

Ich stelle mich auch ganz klar gegen die Möglichkeit einer Adoption von Kindern durch gleichgeschlechtliche Paare und den Zugang zu Fortpflanzungsmedizinischen Verfahren für gleichgeschlechtliche (weibliche) Paare. Es ist ganz klar und von der Natur und vom Erbgut her so eingerichtet, dass nur aus heterosexuellen Beziehungen Nachkommen gezeugt werden können. Auch aus eigener Erfahrung weiss ich, dass Kinder Vater und Mutter als männliche und weibliche Bezugsperson brauchen. Durch den Zugang zur Fortpflanzungsmedizin für (weibliche) homosexuelle Paare nimmt man dem Kind bewusst und absichtlich den Vater, und zwar nicht nur den leiblichen, blutsverwandten Vater sondern auch die männliche Bezugsperson in der engsten Familie weg und „produziert“ ein Kind, damit man es „haben“ kann. Dies ist nicht mit dem Kindeswohl und den Rechten des Kindes vereinbar. Das Kind, der Mensch, wird so zum Produkt, das man sich verschafft. Es besteht kein „Recht auf ein Kind“ in einer Beziehung, die von ihrer Art her gar nicht auf Fortpflanzung angelegt ist. Wenn sich Paare zu einer homosexuellen Beziehung entschliessen, so ist das ihre Sache, aber sie müssen die natürlichen Konsequenzen, die sich daraus ergeben – und dazu gehört die Unmöglichkeit der Fortpflanzung gleichgeschlechtlicher Paare – tragen.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung meiner Anliegen

Freundliche Grüsse

Dr. Vladimir Purghart

## Stellungnahme zum Gesetzesentwurf «Ehe für alle» der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident  
Sehr geehrte Damen und Herren

Ich danke für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

Ich bin [REDACTED] Vizepräsidentin des Vereins fels.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüssen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüssen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare umgesetzt werden muss.**

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse  
Brigitte Schenker-Rietmann  
Vizepräsidentin und Mutationen  
Thesenacher 50, 8126 Zumikon



[brschenker@bluewin.ch](mailto:brschenker@bluewin.ch)  
[fels@fels-eltern.ch](mailto:fels@fels-eltern.ch)  
[www.fels-eltern.ch](http://www.fels-eltern.ch)



**Von:** [Thomas Stampfli](#)  
**An:** [Gianinazzi Debora B.](#)  
**Betreff:** STN Stampfli Thomas 21.06.2019 VNL Ehe für alle  
**Datum:** Freitag, 21. Juni 2019 22:40:23

---

Von meinem Huawei-Mobiltelefon gesendet

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zum Gesetzesvorentwurf zur Ehe für alle Stellung zu nehmen.

\*\*\*\*

Als offene, sozial eingestellte Person halte ich eine Gleichstellung für gleichgeschlechtliche Paare für nichts als fair.

Seit 2007 ist es für gleichgeschlechtliche Paare möglich, ihre Partnerschaft eintragen zu lassen, doch bleibt ihnen eine Ehe noch immer verwehrt. Dies, obwohl eine klare und zunehmende Mehrheit der Bevölkerung die Öffnung der Ehe unterstützt. Zwischen der eingetragenen Partnerschaft und der Ehe bestehen gewichtige Differenzen: So gibt es Unterschiede beim Erwerb des Bürgerrechts, im Sozialversicherungsrecht oder beim Zugang zur Samenspende, um nur wenige Beispiele aufzuführen. Diese fassen auf keinen sachlichen Gründen, sondern lediglich auf einem traditionellen Verständnis von Ehe und Familie.

Die Bundesverfassung schreibt heute schon vor, dass eine Diskriminierung wegen der «Lebensform» oder des «Geschlechts» unzulässig ist (Art. 8 Abs. 2 BV). Da die Umschreibung «Lebensform» nach dem parlamentarischen Willen in erster Linie die sexuelle Orientierung bezeichnet, verstösst eine Ungleichbehandlung von gleichgeschlechtlichen Paaren gegen die Verfassung und muss entsprechend behoben werden.

Der Vergleich mit anderen Ländern sowie die verschiedenen Umfragen der Bevölkerung zeigen deutlich, dass eine Diskriminierung von gleichgeschlechtlichen Paaren nicht mehr recht- und zeitgemäss ist.

**Eine tatsächliche Gleichstellung wird jedoch nur erreicht, wenn**

**gleichgeschlechtliche Paare eine Ehe mit sämtlichen Rechten und Pflichten eingehen können, und zwar genau so, wie sie auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offen steht. Hierfür bedarf es der Umsetzung inklusive der vorgeschlagenen Variante mit dem Zugang zur Samenspende.**

Für gleichgeschlechtliche Paare mit Kinderwunsch ist die heutige Situation höchst unbefriedigend: Es gibt für sie keine Möglichkeit, legal ein gemeinsames Kind auf die Welt zu bringen. Mit der Öffnung der Ehe muss deshalb der Zugang zur Samenspende auch für verheiratete Frauenpaare ermöglicht werden, so wie er für verheiratete verschiedengeschlechtliche Paare seit vielen Jahren gewährleistet ist. Durch die vorgeschlagene Variante im Vorentwurf – welche wir unterstützen – wird zudem die originäre Elternschaft ermöglicht, was im Sinne des Kindeswohls zentral ist. Dadurch hat ein gemeinsames Kind eines Frauenpaares ab Geburt zwei rechtliche Elternteile und auf den zeitintensiven und teuren Umweg über die Stiefkindadoption kann verzichtet werden.

Das einfache Verfahren zur Umwandlung einer bestehenden eingetragenen Partnerschaft in eine Ehe begrüßen wir. Da jedoch viele Paare bereits bei der Eintragung ihrer Partnerschaft eine Ehe eingegangen wären, sofern dies möglich gewesen wäre, sollte eine kostenfreie Umwandlung ermöglicht werden.

Wie begrüßen den Gesetzesvorentwurf, weil er keine weiteren Diskriminierungen von gleichgeschlechtlichen Paaren mehr zulässt und entsprechend auch den Zugang zum Adoptionsverfahren gewährleistet. Angesichts des Gebots der Gleichbehandlung (Art. 8 Abs. 2 BV) ist auch ein Ausschluss vom Zugang zur Samenspende für Frauenpaare nicht zu rechtfertigen, weshalb **zwingend die Variante mit Zugang zur Samenspende für Frauenpaare** umgesetzt werden muss.

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse

T. Stampfli

Emil Wenk  
Primarlehrer  
Hagenbuchstrasse 43  
9000 St.Gallen

St.Gallen, den 12. Juni 2019

Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats  
Per Mail an: [debora.gianinazzi@bj.admin.ch](mailto:debora.gianinazzi@bj.admin.ch)

**13.468 n Pa.Iv. Fraktion GL. Ehe für alle: Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens**

Sehr geehrter Kommissionspräsident

Ich habe mir Gedanken gemacht über die Ehe für alle und die Folgen für die Kinder die nicht mit ihren leiblichen Papis und Mamis aufwachsen dürfen, weil der Wunsch der gleichgeschlechtlichen Paare Kinder zu besitzen wichtiger sein soll.

Mein Leben lang war ich in der Kinder- und Jugendarbeit tätig, als Primarlehrer habe ich viel erlebt mit Kindern aus Familien wo Vater oder Mutter gefehlt haben. Die Kinder in echten Familien waren immer eine sehr grosse Stütze, sie prägten den Schulalltag positiv, so konnten Kinder aus schwierigen Verhältnissen mitgetragen werden.

Die Familie mit Papi und Mami ist eine geniale Erfindung von unserm Schöpfer. Geborgenheit von Kindern ist die Voraussetzung für eine funktionierende Gesellschaft. Diese fantastische Ordnung geniessen wir auch als Eltern und Grosseltern.

Nun soll diese göttliche Ordnung zerstört werden und Abnormales normal sein und im Zivilgesetzbuch (Eherecht) verankert werden. Soll der Staat den absurden Wunsch einer grossen Minderheit wirklich unterstützen und sogar fördern und sich gegen die Ordnung Gottes stellen? Da liegt kein Segen darauf.

Die seelische Not der Kinder aus geschiedenen Beziehungen oder aus Regenbogenfamilien war schon immer gross, sollen nun noch mehr Kinder leiden. Kinder fühlen sich doch erst geborgen, wenn sie mit Vater und Mutter aufwachsen, darum gibt die Ehe der Eltern ihnen Schutz und Sicherheit.

Wie wachsen Kinder in lesbischen und schwulen Ehen auf? Diese Vorstellung löst bei mir grosses Unbehagen und Unwohlsein, ja ein ekliges Gefühl aus.

Ich frage mich, wie sieht unsere Gesellschaft in 10 oder 20 Jahren aus, wenn die Jugendlichen ihre leiblichen Papis und Mamis suchen! Heute schon suchen viele Menschen ihren Papi oder ihr Mami und verstehen nicht warum sie ohne sie aufgewachsen sind.

Können wir dies der nächsten Generation antun?

Leider können sich Kinder noch nicht wehren und werden wie Ware behandelt.

Mit freundlichem Gruss

Emil Wenk